

où il reste extérieur à la sphère de production n'ayant qu'un rapport ponctuel avec le travail dans le cadre des stages en usine. **L'apprenti s'inscrit dans un processus de formation de sa force de travail et non dans un processus d'exploitation.**

Ceci détermine les caractéristiques, tout à fait spécifiques par rapport aux autres secteurs de la J.S., de la radicalisation du milieu :

a) l'origine et l'avenir social du milieu, son caractère pré-professionnel déterminent un processus de radicalisation partant des conditions immédiates d'existence dans l'institution, de l'embrigadement spécifique qu'il subit en tant que future classe ouvrière. D'où l'importance des thèmes revendicatifs et de luttes pré-professionnelles et plus généralement du refus du C.E.T.-Usine. C'est une différence avec le milieu lycéen pour qui la crise du système de formation se traduit par la prise de conscience de l'inadéquation de l'idéologie avec la réalité sociale.

b) Le caractère scolarisé du milieu détermine **en même temps** un processus de radicalisation proche d'autres couches de la jeunesse, se traduisent par le « ras-le-bol » généralisé et une sensibilité commune à des thèmes tels la sexualité ou l'antimilitarisme. Mais l'approche sera différente, en raison notamment du poids de l'idéologie dominante dans la classe ouvrière : faible internationalisme, volonté d'avoir une pratique sexuelle sans pour autant remettre en cause l'oppression spécifique de la femme, etc. de même façon, la crise du système de formation et la crise idéologique ne débouchent pas sur le contre-cours mais sur le refus de la culture.

Le très faible niveau politique du milieu, son processus de radicalisation peuvent aboutir à des phénomènes contradictoires : refus global de l'avenir social par la lumpen-prolétarianisation, la marginalisation ou la délinquance, l'engagement politique peut être aussi vécu comme une promotion sociale et comme une rupture avec le milieu.

4. Une condition indispensable à tout **travail de masse profond et durable** dans le milieu est le recrutement de collégiens directement par l'organisation d'avant-garde. Par la formation qui leur sera dispensée, un système de pression autonome (Technique Rouge), ils pourront ainsi acquérir une conscience politique leur permettant de faire vivre des structures de masse et d'échapper aux fluctuations de la mobilisation du milieu. Nous avons jusqu'ici trop sous-estimé ce point, laissant nos contacts et sympathisants isolés face à l'émiettement des luttes et des structures de masse.

Parallèlement, la construction d'un véritable secteur du F.C.R., parallèlement, la construction d'un véritable secteur de la L.C.R., directions à tous les niveaux que le travail ouvrier s'impose aujourd'hui. Il ne faut pas miser sur l'autodéveloppement d'un secteur dont le recrutement restera de toute façon limité, ni sur celui de structures sympathisantes dont la création relève d'une intervention spécifique sur chaque C.E.T. (alors que pour le secteur lycéen, par exemple, le développement de C.R. fait véritable tâche d'huile).

5. - Nous ne construisons pas un syndicat des apprentis :
a) un syndicat « autonome » du milieu relèverait de la même mystification que pour les lycées ou les facs : l'illusion qu'il existe des intérêts spécifiques et autonomes du milieu, suffisant pour jeter les bases d'une organisation représentative, indépendante des organisations ouvrières ;

b) créer un syndicat affilié à une Confédération ouvrière poserait plusieurs problèmes :
— celui du choix de cette confédération dans le cadre de la division syndicale actuelle ;
— le rapport de force actuel entre réformistes et révolutionnaires au

sein des confédérés n'est pas suffisant pour que la création de sections syndicales dans les C.E.T. se fasse sur des bases justes, en l'occurrence le refus du corporatisme et la prise en charge par de telles sections de l'ensemble des thèmes de radicalisation des apprentis ;

— vouloir prolonger dans le mouvement C.E.T., sous prétexte de l'aspect pré-professionnel, l'intervention syndicale ouvrière ne tient pas compte de l'absence du processus spontané du développement de la conscience de classe, qui ne s'identifie nullement à la radicalisation.

Nous n'impulsons pas de structures syndicales du fait que l'issue des luttes implique déjà un choix stratégique extérieur au processus de radicalisation, et dépend donc de la capacité du mouvement ouvrier à reprendre en charge la lutte des apprentis comme du reste de la jeunesse dans une perspective de contrôle ouvrier sur l'enseignement. C'est pourquoi nous avançons la perspective stratégique de la prise en charge par le mouvement ouvrier des luttes de la jeunesse sur la double base de l'unification syndicale et du rattachement des organisations de lutte de la jeunesse au syndicat ouvrier. Ce serait le cadre permanent d'alliance de ces couches sociales autour du prolétariat, sur une base de classe, dans la perspective de la crise révolutionnaire et de la prise du pouvoir.

6. - Nous continuerons donc dans l'immédiat à impulser la création de comités de lutte, intervenant sur l'ensemble des thèmes de radicalisation, notamment les thèmes pré-professionnels.

La centralisation nationale de ces Comités de Lutte serait, à l'heure actuelle, totalement artificielle, compte tenu de leur grande faiblesse. On ne pourra les centraliser nationalement que pour préparer une campagne ou une mobilisation précise. Dans les périodes de lutte, nous impulsons des structures d'auto-organisation du mouvement ; un mouvement unitaire national peut apparaître à travers les structures de lutte que se donne souvent le mouvement (comités de grève, coordination).

3.2.6. - ARMÉE.

La montée des luttes de classes dans l'ensemble de l'Europe capitaliste et particulièrement en France, la perspective d'affrontements centraux entre bourgeoisie et prolétariat dans les années à venir et le rôle décisif que jouera l'armée bourgeoise, que ce soit pour briser les grèves ou pour écraser demain les travailleurs sous la botte des nouveaux Pinochet ne rendent que plus actuelle les tâches antimilitaristes des révolutionnaires tant au sein de l'armée elle-même secouée par une crise profonde qu'au sein du mouvement ouvrier organisé.

L'essor des luttes des soldats qui a trouvé sa plus haute expression jusqu'à présent dans la manifestation de rue des 200 soldats de Draguignan en septembre dernier a profondément bouleversé les conditions de renaissance de l'antimilitarisme révolutionnaire. Puissamment impulsée par l'appel des 100 lancé lors des élections présidentielles et signé aujourd'hui par des milliers de soldats, la radicalisation est devenue un phénomène de masse au sein de l'armée elle-même.

D'une part, dans les casernes se développent des comités de soldats, structures aux contours variables, encore précaires vu les conditions de clandestinité ou semi-clandestinité où elles sont contraintes et le renouvellement périodique du contingent. Ces comités de soldats sont engagés dans la lutte pour les droits démocratiques élémentaires, la lutte contre l'arbitraire de la hiérarchie militaire, les brimades, toutes les formes de l'embrigadement et de l'abrutissement qui sévissent aux armées. Ils sont souvent structurés autour